

CONFÉRENCE DE LA MER

Une société en question

La Conférence de la mer, organisée les 1^{er} et 2 décembre à Brest par la CFDT permettra à de nombreux travailleurs concernés d'intervenir sur leurs conditions de vie et de travail. Elle sera aussi l'occasion d'une réflexion plus globale sur notre société. Sur ces différents points, Robert Bono, secrétaire national, responsable du Secteur action sociale et cadre de vie à la CFDT, répond à « Syndicalisme ».

■ Depuis la première marée noire, celle du Torrey-Canyon en 1967, rien n'a été fait pour éviter ce genre d'accident. Et depuis, trois autres marées noires ont souillé nos côtes...

Robert Bono. Oui. Ces accidents répétés sont dus à une même situation caractérisée par l'impératif du profit, la course au gigantisme, l'exploitation des hommes et l'imprévoyance des pouvoirs publics qui portent là une écrasante responsabilité.

La catastrophe de l'Amoco Cadiz est plus qu'un fait divers. C'est un problème économique et politique. Son importance a amené la CFDT à se porter très rapidement partie civile.

Pourquoi ? Parce que la saisine de la justice peut permettre d'établir toutes les responsabilités et d'entretenir le débat public.

■ Quel est le but de la Conférence de la mer ?

R.B. Il est double. D'abord, c'est la première fois que l'on organise sur ce sujet une confrontation publique avec les travailleurs concernés, ceux de la construction navale, du pétrole, de la pêche, de la marine marchande, de la chimie etc. A Brest, ces travailleurs prendront la parole, une parole jusqu'ici réservée aux juristes et aux scientifiques.

Eux qui sont au cœur du problème parleront de leurs conditions de travail, liées aux questions de sécurité pour eux et pour les autres. En second lieu nous pensons que de cette rencontre doivent naître des interrogations fondamentales non seulement pour ceux qui sont liés plus ou moins à la mer mais pour l'ensemble des travailleurs.

La CFDT condamne depuis longtemps cette logique du profit immédiat qui ne tient pas compte des coûts sociaux. Cette logique nous oblige par exemple à nous demander : l'énergie est nécessaire, certes, mais pour quoi faire ? Des énergies de stock s'épuisent rapidement. C'est une question d'années, vingt ou trente ans pour le pétrole et le charbon.

N'y a-t-il pas aujourd'hui un gaspillage de l'énergie ? Et avant de piller le tiers monde ne devrions-nous pas réfléchir à une utilisation plus rationnelle et moins dispendieuse de l'énergie ? Cette interrogation concerne directement le type de croissance, le grand nombre de biens d'équipement dont la durée d'usage est artificiellement réduite.

■ Un bon niveau de vie peut-il être atteint sans avoir forcément tous ces produits ?

R.B. C'est exactement le problème que nous posons à travers la différence entre les véritables besoins de la vie en collectivité et une consommation individuelle imposée par un ensemble de mécanismes bien rodés (appel au standing) qui impriment ce schéma dans les mentalités. A cette logique d'extension du règne de la marchandise, où même les rapports sociaux vont être vendus (loisirs), nous opposons notre logique des besoins : l'être humain doit pouvoir vivre normalement et avoir des relations satisfaisantes avec son environnement.

C'est donc la recherche d'un autre équilibre entre consommation collective et consommation individuelle qui s'impose. Et le centre de ce débat,

où peut-il s'instaurer ? En tout premier lieu sur les lieux du travail, du logement, des transports.

■ Tout se tient donc ?

R.B. Bien sûr. Cette remise en cause du système se trouve illustrée par la contestation de l'organisation du travail, de la conception des machines, des locaux, de la hiérarchisation de notre société. En s'exprimant sur leurs propres conditions de travail, les travailleurs remettront en cause l'utilité sociale de leur production et le type de développement tel que nous le subissons aujourd'hui.

Il est évident que mettre en place un autre type de développement suppose des conditions politiques et économiques différentes de celles d'aujourd'hui. Dans une société différente, il est évident que l'économie et l'emploi s'ordonneraient autrement. L'emploi ne serait plus le sous-produit d'une certaine industrialisation mais un objectif : un objectif de plein emploi et de localisation de l'emploi. Cela s'appelle vivre et travailler au pays, cela veut dire ne plus transplanter les travailleurs à des centaines de kilomètres de chez eux, réduire massivement la durée du travail, augmenter le temps libre pour changer les rôles dans la société et notamment les rôles hommes-femmes.

■ Une catastrophe comme celle de l'Amoco Cadiz, c'est un bon révélateur ?

R.B. C'est aussi l'occasion de réfléchir sur les rapports entre pays industrialisés et tiers monde, pour qu'ils deviennent égaux face aux multinationales.

Car finalement, un événement comme celui-ci révèle bien la puissance des multinationales et laisse entrevoir des menaces sur l'avenir.

Une puissante action syndicale nationale, mais aussi internationale, doit s'opposer à l'hégémonie des multinationales qui veulent déterminer notre consommation et subordonner la vie des gens à leurs objectifs, y compris leur vie privée.

Propos recueillis par
JACQUES ARVOR



La Conférence de la mer : faire surgir des interrogations fondamentales pour ceux qui sont liés à la mer comme pour l'ensemble des travailleurs.